

Chiffres clés 2021

DE LA JURIDICTION ADMINISTRATIVE

NOMBRE D'AFFAIRES JUGÉES

11 633

au Conseil d'État

34 006

en cours administratives d'appel

233 254

en tribunaux administratifs

68 403

à la Cour nationale du droit d'asile

NOMBRE D'AVIS RENDUS PAR LE CONSEIL D'ÉTAT

1 141

EFFECTIFS DE LA JURIDICTION ADMINISTRATIVE

au 31 décembre 2021

4 201

dont

- 239 membres en activité au Conseil d'État
 - 1 206 magistrats des tribunaux administratifs et cours administratives d'appel
 - 431 agents du Conseil d'État
- 1 654 agents des tribunaux administratifs et cours administratives d'appel
- 671 agents de la Cour nationale du droit d'asile

CARTE DES JURIDICTIONS ADMINISTRATIVES



BUDGET 2021

481,13 M€



La juridiction administrative :

- Le Conseil d'État
- 9 cours administratives d'appel*
- 42 tribunaux administratifs
- La Cour nationale du droit d'asile

* La cour administrative d'appel de Toulouse a été inaugurée en décembre 2021

Les décisions de justice

225 965

recours déposés via **TÉLÉRECOURS**
(procédure de transmission dématérialisée),
dans les tribunaux administratifs, les cours administratives d'appel et au Conseil d'État

dont **22 953**

via **TÉLÉRECOURS CITOYENS**
(application dédiée aux particuliers non représentés par un avocat)

CONSEIL D'ÉTAT

NOMBRE D'AFFAIRES JUGÉES

11 633

+ 13 % par rapport à 2019*

dont jugées en urgence (référés) : 937

+ 99 % par rapport à 2019*

COURS ADMINISTRATIVES D'APPEL

NOMBRE D'AFFAIRES JUGÉES

34 006

- 1 % par rapport à 2019*

dont jugées en urgence (référés et sursis) : 1 688

+ 1 % par rapport à 2019*

DÉLAI MOYEN DE JUGEMENT

7 mois

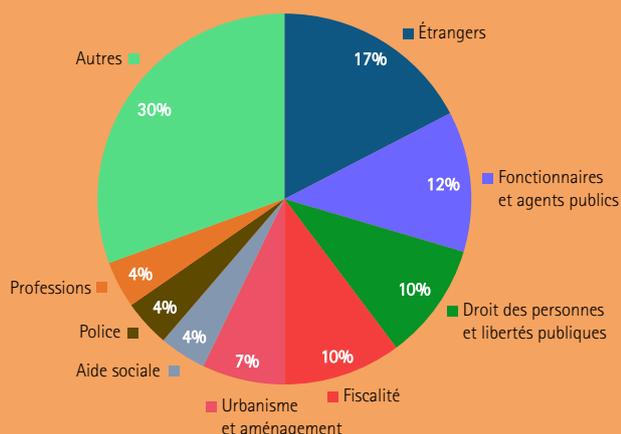
- 35 % entre 2011 et 2021

DÉLAI MOYEN DE JUGEMENT

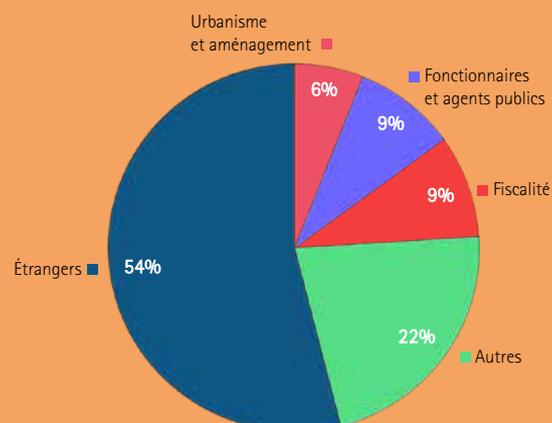
11 mois et **15** jours

- 7 % entre 2011 et 2021

RÉPARTITION
DES AFFAIRES ENREGISTRÉES
PAR DOMAINE CONTENTIEUX



RÉPARTITION
DES AFFAIRES ENREGISTRÉES
PAR DOMAINE CONTENTIEUX



* Compte tenu de la crise sanitaire en 2020, les comparaisons sont faites avec l'année 2019 pour obtenir des résultats significatifs. Les chiffres d'évolution sont arrondis.

1 849

médiations* terminées en 2021

53 % d'entre elles
ont abouti à un accord

*initiées essentiellement dans les tribunaux administratifs

TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS

NOMBRE D'AFFAIRES JUGÉES

233 254

+ 4 % par rapport à 2019*

dont jugées en urgence (référés) : 46 100

+ 32 % par rapport à 2019*

COUR NATIONALE DU DROIT D'ASILE

NOMBRE D'AFFAIRES JUGÉES

68 403

+ 3 % par rapport à 2019*

DÉLAI MOYEN DE JUGEMENT

9

 mois et **16** jours

- 10 % entre 2011 et 2021

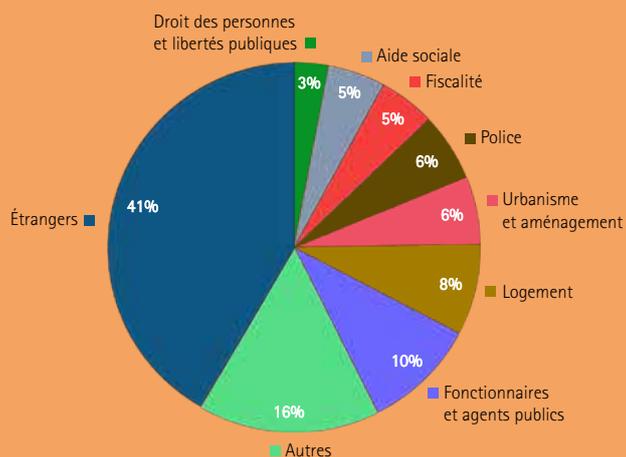
DÉLAI MOYEN DE JUGEMENT

7

 mois

- 36 % entre 2011 et 2021

RÉPARTITION DES AFFAIRES ENREGISTRÉES PAR DOMAINE CONTENTIEUX



PAYS D'ORIGINE DES REQUÉRANTS



Bangladesh	11 %	Afghanistan	6 %
Guinée	7 %	Rép. dém. Congo	5 %
Nigéria	7 %	Pakistan	4 %
Turquie	7 %	Sri Lanka	3 %
Côte d'Ivoire	6 %	Haïti	3 %

Les avis juridiques indépendants

DU CONSEIL D'ÉTAT

1 141

avis rendus en 2021
au Gouvernement et au Parlement

NATURE DES TEXTES EXAMINÉS (exemples)

113

projets de loi
du Gouvernement

- Projet de loi portant réforme des outils de gestion des risques climatiques en agriculture
- Projet de loi relatif à l'enfance
- Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets
- Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1^{er} de la Constitution et relatif à la protection de l'environnement

11

propositions
de loi des
parlementaires

- Proposition de loi visant à améliorer la protection des lanceurs d'alerte
- Proposition de loi organique relative à la modernisation de la gestion des finances publiques
- Proposition de loi visant à améliorer l'économie du livre et à renforcer l'équité entre ses acteurs

92

projets
d'ordonnance

- Projet d'ordonnance relatif à la mise en œuvre de la création de la cinquième branche du régime général de la sécurité sociale relative à l'autonomie
- Projet d'ordonnance portant réforme de l'encadrement supérieur de la fonction publique de l'Etat
- Projet d'ordonnance relatif aux services aux familles

685

projets
de décret
réglementaire

- Projet de décret relatif à la protection du domaine public ferroviaire
- Projet de décret relatif au référent laïcité dans la fonction publique
- Projet de décret relatif aux examens médicaux obligatoires de l'enfant
- Projet de décret relatif à la fourniture d'électricité et de gaz naturel

10

projets et
propositions
de loi du pays

- Proposition de loi du pays relative à la protection des victimes de violence
- Projet de loi du pays favorisant l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes

217

projets
de décret non
réglementaire,
individuel,
arrêté, décision

- Projet de décret approuvant l'avenant n° 2 à la convention de concession de l'aérodrome de Nouméa-La Tontouta accordée à la chambre de commerce et d'industrie de Nouvelle-Calédonie

13

avis rendus
sur question
du Gouvernement
ou des autorités
d'Outre-mer

- Avis portant sur la compétence de l'inspecteur du travail de la Polynésie française pour autoriser le licenciement de salariés protégés employés par l'Etat.
- Avis portant sur la répartition des compétences entre l'Etat et la Nouvelle-Calédonie en matière d'aide médicale et d'aide sociale.